

Sur la proposition du Ministre du Travail, du Ministre des Affaires Sociales et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 19, § 2, 26^o, alinéa 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par l'arrêté royal du 7 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Les mots " Si les droits mentionnés ci-dessus ont été ou sont octroyés " sont remplacés par les mots " Les indemnités ainsi octroyées sont néanmoins considérées comme rémunération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale si elles ont été ou sont octroyées ";

2^o Les mots " les dispositions de l'alinéa 2 ne sont pas applicables " sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 7 avril 2023 modifiant l'article 19 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots " avant le 30 juin 2023 " sont remplacés par les mots " au plus tard le 31 décembre 2023 ".

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 4. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Op de voordracht van de Minister van Werk, de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 19, § 2, 26^o, derde lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o De woorden "Indien de bovenvermelde rechten werden of worden" worden vervangen door de woorden "De aldus toegekende vergoeding wordt toch als loon voor de berekening van de socialezekerheidsbijdragen aangemerkt, indien ze werd of wordt";

2^o De woorden "zijn de bepalingen in het tweede lid niet toepasselijk" worden opgeheven.

Art. 2. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 april 2023 tot wijziging van artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, worden de woorden "voor 30 juni 2023" vervangen door de woorden "uiterlijk 31 december 2023".

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Art. 4. De minister die Werk onder zijn bevoegdheid heeft en de minister die Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2023/43876]

9 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2018 portant application de l'article 124, 1^o de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions de soins de santé, en vue d'encadrer les tests d'orientation diagnostique de l'infection du virus de l'immunodéficience humaine VIH

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 mai 2010 relative à l'exercice des professions de soins de santé, l'article 124, 1^o, alinéa 5 inséré par l'article 96 de la loi du 18 décembre 2016 portant dispositions diverses en matière de santé ;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2018 portant application de l'article 124, 1^o de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions de soins de santé, en vue d'encadrer les tests d'orientation diagnostique de l'infection du virus de l'immunodéficience humaine VIH ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 avril 2023 ;

Vu l'avis de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 17 mai 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 31 mai, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2023/43876]

9 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2018 houdende de toepassing van artikel 124, 1^o van de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen teneinde een kader te scheppen voor de diagnostische oriëntatietests voor het humaan immuundeficiëntievirus HIV

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 124, 1^o, lid 5 ingevoegd door artikel 96 van de wet van 18 december 2016 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid ;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2018 houdende de toepassing van artikel 124, 1^o van de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen teneinde een kader te scheppen voor de diagnostische oriëntatietests voor het humaan immuundeficiëntievirus HIV ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 april 2023 ;

Gelet op het advies van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 17 mei 2023 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 31 mei bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegeleed binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 19 juillet 2018 portant application de l'article 124, 1^o de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions de soins de santé, en vue d'encadrer les tests d'orientation diagnostique de l'infection du virus de l'immunodéficience humaine VIH, est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté royal portant application de l'article 124, 1^o de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions de soins de santé, en vue d'encadrer les tests d'orientation diagnostique ».

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 juillet 2018 portant application de l'article 124, 1^o de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions de soins de santé, en vue d'encadrer les tests d'orientation diagnostique de l'infection du virus de l'immunodéficience humaine VIH, est remplacé par ce qui suit :

« Toute personne, autorisée en vertu des conditions mentionnées dans le présent arrêté, peut faire passer à des tiers appartenant à une population-clé pour le virus de l'immunodéficience humaine (ci-après VIH), la syphilis ou l'hépatite virale B ou C, des tests rapides d'orientation diagnostique visant à donner un résultat indicatif quant à l'existence d'une infection par le VIH, de la syphilis ou de l'hépatite virale B ou C. Ces tests rapides d'orientation diagnostique doivent avoir un marquage CE. »

Art. 3. Dans l'article 2 du présent arrêté, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« La réalisation de ces tests s'accompagne de conseils appropriés et en cas de résultat réactif, d'un renvoi auprès d'un centre de référence pour le VIH ou d'un médecin spécialiste en médecine interne, afin de confirmer le résultat et de prendre en charge le patient. ».

Art. 4. A l'article 3 du présent arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « des populations-clés touchées par le HIV » sont remplacés par les mots « des populations-clés pour VIH, la syphilis ou l'hépatite virale B ou C » ;

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « par les centres de référence pour le sida et délivrée par un médecin ou un infirmier » sont remplacés par « par un médecin ou un infirmier d'un centre de référence pour le VIH ou par un médecin spécialiste en médecine interne. » ;

3^o à l'alinéa 2, dans la version francophone, les mots « à l'infection HIV, aux tests d'orientation pour le HIV, à l'enregistrement des données » sont supprimés » ;

4^o l'article 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les structures de prévention ou association sans but lucratif, impliquées dans l'aide psychosociale et la prévention du VIH, de la syphilis ou de l'hépatite virale B ou C et qui réalisent les tests d'orientation diagnostique, participent à la surveillance nationale de ces infections en collaboration avec Sciensano. ».

Art. 5. A l'article 4 du présent arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « un centre de référence pour le sida » sont remplacés par les mots « un centre de référence pour le VIH ou par un médecin spécialiste en médecine interne » ;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, la phrase « Ce document est valable pour un période de 3 ans » est remplacée par ce qui suit :

« Ce document est valable tant que la personne à qui l'autorisation est octroyée exerce la fonction pour laquelle l'autorisation est octroyée ».

3^o dans le paragraphe 2, premier tiret, les mots « du centre de référence pour le sida » sont remplacés par les mots « du centre de référence pour le VIH ou pour le médecin spécialiste en médecine interne » ;

4^o dans le paragraphe 2, troisième tiret, les mots « des populations-clés touchées par le HIV » sont remplacés par les mots « des populations-clés pour le VIH, la syphilis ou l'hépatite virale B ou C ».

Art. 6. Dans l'arrêté royal du 19 juillet 2018 portant application de l'article 124, 1^o de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions de soins de santé, en vue d'encadrer les tests d'orientation diagnostique de l'infection du virus de l'immunodéficience humaine VIH, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 19 juli 2018 houdende de toepassing van artikel 124, 1^o van de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen teneinde een kader te scheppen voor de diagnostische oriëntatietests voor het humaan immuundeficiëntievirus HIV wordt vervangen door wat volgt:

“Koninklijk besluit van 19 juli 2018 houdende de toepassing van artikel 124, 1^o van de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen teneinde een kader te scheppen voor de diagnostische oriëntatietests voor het humaan immuundeficiëntievirus HIV wordt vervangen door wat volgt”.

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 juli 2018 houdende de toepassing van artikel 124, 1^o van de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen teneinde een kader te scheppen voor de diagnostische oriëntatietests voor het humaan immuundeficiëntievirus HIV wordt vervangen door wat volgt:

“Iedere persoon die op grond van de voorwaarden vermeld in dit besluit gemachtigd is, mag bij derden die behoren tot een sleutelpopulatie voor het humaan immuundeficiëntievirus (hierna hiv), syfilis of virale hepatitis B of C snelle diagnostische oriëntatietests afnemen die bedoeld zijn om een indicatie te geven van het mogelijke bestaan van een hiv-infectie, syfilis of virale hepatitis B of C. Deze snelle diagnostische oriëntatietests moeten een CE-markering hebben.”

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit, het tweede en derde lid worden vervangen door wat volgt:

“Bij de uitvoering van die tests wordt adequaat advies verstrekt en wordt de patiënt ingeval van een reactief testresultaat doorverwezen naar een hiv-referentiecentrum of een arts-specialist in de inwendige geneeskunde ten einde het resultaat te bevestigen en de patiënt te behandelen.

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid, worden de woorden « de sleutelpopulaties die getroffen zijn door HIV” vervangen door de woorden “de sleutelpopulaties voor hiv, syfilis of virale hepatitis B of C” ;

2^o in het eerste lid, worden de woorden “door de aidsreferentiecentra en verstrekt wordt door een arts of een verpleegkundige” vervangen door de woorden “door een arts of verpleegkundige van een hiv-referentiecentrum of een arts-specialist in de inwendige geneeskunde.”;

3^o in het tweede lid, in het franstalige versie, worden de woorden “à l'infection HIV, aux tests d'orientation pour le HIV, à l'enregistrement des données » opgeheven ;

4^o artikel 3 wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Preventiestructuren of verenigingen zonder winstoogmerk die betrokken zijn bij de psychosociale hulpverlening en de preventie van hiv, syfilis, virale hepatitis B of C en die diagnostische oriëntatietests uitvoeren nemen in samenwerking met Sciensano deel aan de nationale surveillance van deze infecties.”.

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1 worden de woorden “het aidsreferentiecentrum” vervangen door de woorden “het hiv-referentiecentrum of door een arts-specialist in de inwendige geneeskunde”;

2^o in paragraaf 1 wordt de zin “Dit document is voor drie jaar geldig” vervangen als volgt :

« Dit document is geldig zolang de persoon aan wie de machtiging is verleend de functie uitoefent waarvoor de machtiging is verleend. »

3^o in paragraaf 2, eerste streepje worden de woorden “van het aidsreferentiecentrum” vervangen door de woorden “van een hiv-referentiecentrum of voor een arts-specialist in de inwendige geneeskunde”;

4^o in paragraaf 2, derde streepje worden de woorden “de sleutelpopulaties die getroffen zijn door HIV” vervangen door de woorden “de sleutelpopulaties voor hiv, syfilis of virale hepatitis B of C””.

Art. 6. In het koninklijk besluit van 19 juli 2018 houdende de toepassing van artikel 124, 1^o van de wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen teneinde een kader te scheppen voor de diagnostische oriëntatietests voor het humaan immuundeficiëntievirus HIV, wordt de bijlage vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 7. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique,
F. VANDENBROUCKE

Art. 7. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

Annexe - Modèle de document autorisant une personne à faire passer des tests rapides d'orientation diagnostique visant à donner un résultat indicatif quant à l'existence du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B et C

Mr/Mme ... (nom et prénom),

infirmier - médecin (barrer la mention incorrecte),

appartenant au ... (nom du centre de référence pour le VIH ou du service hospitalier de médecine interne) autorise Mr/Mme ... (nom et prénom),

active au sein de ... (nom d'une structure de prévention ou association sans but lucratif impliquée dans l'aide psychosociale et la prévention du VIH, de la syphilis ou de l'hépatite B ou C auprès des populations-clés pour le VIH, la syphilis ou par l'hépatite B ou C),

à faire passer des tests rapides d'orientation diagnostique visant à donner un résultat indicatif quant à l'existence du VIH, de la syphilis ou de l'hépatite B ou C.

Cette autorisation est valable tant que Mr/Mme ... (nom et prénom) exerce la fonction de ... au sein de ... (nom d'une structure de prévention ou association sans but lucratif impliquée dans l'aide psychosociale et la prévention du VIH, de la syphilis ou de l'hépatite B ou C auprès des populations-clés pour le VIH, la syphilis ou par l'hépatite B ou C). Date et signature du médecin ou de l'infirmier qui autorise à faire passer des tests rapides d'orientation diagnostique.

Bijlage – Model van het document dat een persoon machtigt om snelle diagnostische oriëntatietests af te nemen die bedoeld zijn om een indicatie te geven van het mogelijke bestaan van hiv, syfilis en virale hepatitis B en C

Dhr./Mevr. ... (naam en voornaam),

arts – verpleegkundige (schrappen wat niet past)

verbonden aan het ... (naam van het hiv-referentiecentrum of van de ziekenhuisdienst algemene interne geneeskunde), machtigt dhr./mevr. ... (naam en voornaam),

die actief is in ... (naam van een preventiestructuur of vereniging zonder winstoogmerk die betrokken is bij de psychosociale hulpverlening en de preventie van hiv, syfilis of virale hepatitis B of C bij sleutelpopulaties voor hiv, syfilis, virale hepatitis B of C),

om snelle diagnostische oriëntatietests af te nemen die bedoeld zijn om een indicatie te geven van het mogelijke bestaan van hiv, syfilis of virale hepatitis B of C.

Deze machtiging geldt zolang de heer/mevrouw ... (naam en voornaam) de functie van ... binnen ... (naam van een preventiestructuur of vereniging zonder winstoogmerk die betrokken is bij de psychosociale hulpverlening en de preventie van hiv, syfilis of virale hepatitis B of C bij sleutelpopulaties voor hiv, syfilis, virale hepatitis B of C) uitoefent. Datum en handtekening van de arts of de verpleegkundige die machtigt om snelle diagnostische oriëntatietests af te nemen.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique,
F. VANDENBROUCKE

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 9 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2023/43875]

11 JUILLET 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire l'addendum du 28 avril 2023 à la convention collective du 12 mai 2022, conclue au sein de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux sur la stabilisation des suppléments d'honoraires et des rétrocessions

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Considérant que le projet de texte de l'addendum a été discuté le 19 avril 2023 lors de la réunion plénière de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux ;

Considérant que le projet final a été remis aux membres le 28 avril 2023 ;

Considérant que la procédure électronique a expiré le 28 avril 2023 et que l'addendum a donc été approuvé à cette date ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2023/43875]

11 JULI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard het addendum van 28 april 2023 aan de collectieve overeenkomst van 12 mei 2022, gesloten binnen de Nationale Paritaire Commissie Artsen-Ziekenhuizen, over het stabiliseren van de honorariumsupplementen en afdrachten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Overwegende dat de ontwerptekst van het addendum op 19 april 2023 werd besproken tijdens de plenaire vergadering van de nationale paritaire commissie artsen-ziekenhuizen;

Overwegende dat het finale ontwerp aan de leden werd bezorgd op 28 april 2023;

Overwegende dat de elektronische procedure afliep op 28 april 2023 en het addendum dus op die datum werd goedgekeurd;